

Hier matin pendant qu'Emmanuel Macron effectuait une visite en Dordogne sur le thème des services publics, ceux qui connaissent la réalité que recouvre ce terme étaient réunis à la salle des fêtes du CE de la SNCF à Périgueux pour un débat expliquant la casse programmée de ces ferments de notre République.

Société

Table rase sur les services publics

Par Isabelle Vitté

Pendant que le mal élu président de la République se promène dans notre département pour parler des services au public (et non plus des services publics) en zone rurale, les syndicats CGT de la fonction publique organisaient un débat sur ces institutions, qu'Emmanuel Macron aurait peut-être dû prendre la peine d'entendre.

Il aurait en effet été mis en prise directe avec des fonctionnaires y œuvrant, de plus en plus difficilement, et des citoyens en ayant besoin sans toujours pouvoir y accéder. Ce ne sont pas les schémas départementaux d'accessibilité qui changeront la donne, et dans la départementale d'accessibilité qui changeront la donne, et dans la centaine de personnes présentes hier matin devant les ateliers du Toulon d'abord, puis à la salle des fêtes du CE, chacun avait des expériences à partager pour dénoncer la disparition de ces services publics.

Pour animer le débat les délégués CGT des Finances, de la Poste, de la Santé et de la SNCF ont présenté l'état de leurs différents établissements, et les menaces pesant dessus, sans oublier d'appeler à la mobilisation pour des entreprises privées, comme Grégoire à Saint-Léonard-d'Arment, actuellement



Le débat a permis de poser l'état des lieux, dramatique, de la fonction publique en Dordogne (I. V.)

en redressement judiciaire et où au bas mot 200 emplois sont menacés. « Le combat ne concerne pas que les services publics, mais aussi les salariés du privé, les étudiants, les retraités » lançait en préambule Jérôme Jean, délégué SNCF. « Face à la convergence des attaques, il faut réussir la convergence des luttes ». Et pour la lutte, les cheminots savent de quoi ils parlent, avec un combat intersyndical dont l'unité ne se dément

pas, et qui dure depuis plusieurs mois. Ils étaient en grève hier, tout comme les agents départementaux des Finances et du trésor public qui protestaient hier contre la venue d'Emmanuel Macron « qui vient donner des leçons de morale sur la modernisation de notre administration » précise Philippe Gory, de la CGT des Finances, alors que dans le même temps un de ses hauts fonctionnaires indiquait que les agents de cette admi-

nistration étaient « une citadelle à attaquer ». Moderniser reviendrait donc en réalité à casser ce service en dématérialisant tout, empêchant de ce fait les paiements en numéraire qui pourraient être repris par un autre société par appel d'offre. La Poste serait sur le coup, les buralistes aussi, mais cette révolution s'accompagnerait bien sûr d'une tarification de ce service, normalement gratuit. Depuis 2011, 142 emplois ont dispa-

ru dans cette administration, qui disposait de 50 trésoreries en 2008. Il en reste 20, et la Cour des comptes préconise la fermeture de toutes les trésoreries comptant moins de 10 agents. Encore une fois la Dordogne serait la grande perdante, puisque dans ce cas de figure ne resterait que les trésoreries de Périgueux, Bergerac, Nontron, Ribérac et Sarlat. Éric Garnier (CGT-FAPT) confie que ce que vit la Snf aujourd'hui, les postiers l'ont connu, mais pas les premiers. « Nous vivons avec 10 ans de retard ce qu'a vécu France télécom, et nous avons perdu notre statut. Les cheminots ont raison de se battre, le statut, c'est le dernier rempart protégeant citoyens et fonctionnaires ». Quant au secteur de la santé, on sait ce qu'il en est aujourd'hui. Le malade n'est plus qu'un client, et les soignants des professionnels serviables et corvéables à merci qui doivent oublier le côté humain de leur mission au profit de la sacro-sainte rentabilité, ce qui heurte toutes leurs convictions dans la façon d'exercer leur métier, et les transforme en donneurs de soins sans âme ni temps à consacrer aux patients. Le panorama est tout aussi critique dans les EHPAD, et après le tour d'horizon présent par le secrétaire départemental de la CGT santé, Hafide Kerchaoui, la secrétaire CGT de l'hôpital de Périgueux a conclu en invitant les présents à s'unir dans les luttes : « Aujourd'hui, la solidarité prend tout son sens ».

La solidarité et la convergence des luttes se déclinent aussi au niveau inter-départemental

L'événement organisé hier par l'Ud-Cgt a rassemblé nombre de Périgourdins, souvent engagés, mais aussi des voisins Limougeaux ou Corrèziens.

Parmi les personnes présentes, on pouvait noter plusieurs encartés politiques de la France Insoumise, la Génération.s, ou encore du PCF qui était venu en nombre. Aux côtés du secrétaire départemental des communistes de Dordogne, Julien Chouet, se trouvait celui de la Corrèze, Alain Guilbert, qui avait fait le déplacement avec quelques camarades, et des cheminots de Brière et de Haute-Vienne. Ils étaient venus assister au débat, mais aussi participer au rassemblement qui l'a précédé, devant les grilles du technicentre, dans le dernier carré de la rue Pierre-Sémard encore ac-

cessible malgré la visite présidentielle. Plusieurs fourgons de gendarmes mobiles sont passés devant, et c'est avec humour que les manifestants les ont applaudis au cri de « vive les Bleus », un accueil auquel ces militaires ne s'attendaient pas. « Nous sommes venus dire que Macron n'est pas le bienvenu ici en Dordogne » indique Julien Chouet, « surtout pour parler des services publics en milieu rural. C'est bien qu'il inaugure une Marianne, mais il aurait fallu qu'il fasse le tour du territoire pour voir tous ceux qui sont fermés, et ceux qui sont à l'abandon. Nous sommes sur un territoire qui perd ses emplois et tous les services qui faisaient la République ». Il constate, « en y regardant de plus près, que partout où les services publics disparaissent, on as-

siste à une montée du Front national, parce que les gens se sentent abandonnés par la République. Nous sommes en train de vivre ce qui a été fait dans les banlieues, abandonnées par les services publics, avec les conséquences que l'on connaît aujourd'hui ». Partie prenante de toutes les luttes contre la politique de Macron depuis son élection, le Pcf Périgourdin ne pouvait pas « ne pas être présent à ce débat. Notre département rural est en grande souffrance, et l'état se désengageant des aides versées aux collectivités, il ne peut plus y avoir de fonctionnement des services publics et de continuité républicaine ici, sur nos territoires ». Le débat a ensuite permis à de nombreux participants de pointer les dérives auxquelles ils assistent dans leur quotidien,

qu'il s'agisse des conditions de travail des agents, de la suppression programmée des communes, de la Sécurité sociale, en ligne de mire désormais de ce gouvernement destructeur, des inspections

du travail que l'on veut museler en lui supprimant ses agents, ou des difficultés rencontrées par les salariés des entreprises privées, dans lesquelles l'emploi est menacé.

I. V.



Un rassemblement s'est tenu devant le technicentre (I. V.)